

Arrêté portant autorisation d'organiser une épreuve cycliste «FINALE DU TROPHÉE DU NORD ET DES HAUTS-DE-FRANCE »

FB/JLT

Nous, Maire de la Ville de CAUDRY, Conseiller Départemental,

Vu l'article L.2212-1 et les suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R.417-210 et les suivants du Code de la Route,
Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
Vu l'article L.331-1 et les suivants du Code du Sport,
Vu la demande de Monsieur JAUREGUI José, 06-70-82-02-63, Président de l'association « CAUDRY CYCLING CLUB », domicilié 46 rue Philippe Wattremez à INCHY 59540, en date du 10 juin 2023, complétée le 22 juillet 2023, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'organiser le 03 septembre 2023 une course cycliste, organisées sur le territoire de la ville de CAUDRY,
Vu les pièces du dossier,
Vu l'avis favorable du département du Nord, Arrondissement Routier de Cambrai en date du 01 août 2023,

CONSIDERANT :

Qu'il appartient au Maire, en tant qu'autorité de police, de prendre dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la sécurité publique,

CONSIDERANT :

Que rien ne s'oppose à l'organisation de cette manifestation,

ARRÊTONS :

Article 1^{er} - L'association « CAUDRY CYCLING CLUB », représentée par Monsieur José JAUREGUI, Président, est autorisée à organiser une course cycliste le **dimanche 03 septembre 2023**, sur le territoire de la ville de CAUDRY, empruntant l'itinéraire soumis par l'organisateur, sous réserve que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les prescriptions du présent arrêté soient respectées.

Article 2 - L'organisateur devra respecter et faire respecter le Code de la Route et les dispositions spécifiques prises par l'autorité investie du pouvoir de police à l'occasion de cette course.
La manifestation ne peut disposer d'une priorité de passage que sur autorisation de cette autorité en application de l'article R.411-30 du code de la route.

Article 3 - Le stationnement des véhicules sera interdit en chaussée, sur l'itinéraire de la course (joint en annexe). La signalisation interdisant le stationnement des véhicules sera mise en place par l'organisateur. La circulation des véhicules se fera dans le sens de la course, à l'exception des véhicules de secours et des forces de l'ordre.

Article 4 - L'organisateur a obligation de remettre en état les voies ouvertes à la circulation publique et leurs dépendances dont il a obtenu l'usage privatif à l'occasion de la manifestation.

Article 5 - Les signaleurs sont les personnes proposées par l'organisateur des épreuves et compétitions sportives pour signaler la priorité de passage prévue à l'article R.411-30 du code de la route.
27 signaleurs majeurs, titulaires du permis de conduire, devront être identifiables par un gilet de haute visibilité, mentionné à l'article R.416-19 du code de la route et être à même de produire, dans de brefs délais, une copie du présent arrêté et de leur permis de conduire.
La liste nominative des signaleurs agréés pour cette manifestation est annexée au présent arrêté.

Article 6 - Les signaleurs devront être **présents à leur poste trente minutes avant le début de l'épreuve** et resteront en place jusqu'au passage de la voiture de fin de course.

Article 7 - Conformément à l'article R. 331-13 du Code du Sport, la présente autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs des dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection.

Les forces de l'ordre peuvent empêcher le départ de l'épreuve, l'interrompre ou la faire cesser définitivement si les conditions de sécurité ne sont pas ou plus réunies.

Article 8 - La municipalité dégage toute responsabilité en ce qui concerne les risques éventuels et notamment les dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait soit de l'épreuve, soit d'un accident survenu au cours ou à l'occasion de cette épreuve.

Article 9 - La manifestation ne peut débuter que si les garanties d'assurance mentionnées à l'article L. 331-9 du Code du Sport souscrites par l'organisateur, et présentée à l'autorité administrative lors du dépôt de la demande d'autorisation, sont toujours en vigueur le jour de l'épreuve.

Article 10 - La manifestation doit respecter les règles techniques et de sécurité édictées par la fédération délégataire concernée et le règlement particulier de l'épreuve validé par cette fédération.

Article 11 - Est puni des peines prévues pour les contraventions de la cinquième classe le fait, par l'organisateur, de ne pas respecter ou de ne pas faire respecter les prescriptions figurant dans l'autorisation administrative qui lui a été délivrée.

Article 12 - Le présent arrêté pourra l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de LILLE 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 LILLE cédex dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 13 - Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Madame le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Gendarmerie de Caudry et Monsieur le Chef de la Police Municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 14 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Caudry
- Madame le Commandant de Brigade Territoriale Autonome de la Gendarmerie de Caudry
- Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Monsieur José JAUREGUI

Fait à Caudry, le 27 juillet 2023



Le Maire,
Conseiller Départemental

Frédéric BRICOUT